

**L'intégration dans les Amériques**

**Les Notes d'information du GRIC**

## **Le Marché commun centraméricain**

**(MCCA)**

**Anne Duhamel  
et Sylvie Dugas**

**Dernière mise à jour : juin 2003**

Groupe de recherche sur l'intégration continentale  
Département de science politique  
Université du Québec à Montréal,  
Case postale : 8888.  
Succursale Centre-Ville, Montréal (Québec)  
H3C 3P8  
Canada

## Table des matières

Un aperçu historique .....	3
Dates importantes.....	11
Le Marché commun centraméricain : institutions .....	12
Sites internet utiles .....	13
Pour en savoir plus .....	14
Bibliographie.....	15
Annexe statistique .....	19

## Le Marché commun centre-américain

### Un aperçu historique

Le Marché commun centraméricain (MCCA) comprend le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador. Il est régi par le Traité de Managua et ses protocoles modificateurs. Sa population représente 6.5% de celle de l'Amérique latine, son territoire 2.1% et son PIB 2.2%<sup>1</sup>. C'est le plus vieux marché commun du continent. Dynamique dans la première étape de son élaboration au début des années 60, le MCCA a connu rapidement des moments difficiles durant la décennie des années 70, pour connaître une fin abrupte durant la période des affrontements armés des années 80. On croyait depuis le projet d'un marché commun mort et enterré. Or, récemment la région a connu une certaine accalmie et, depuis le début des années 90, on assiste à une réactivation du processus d'intégration économique et à une réactivation du MCCA. Indice du progrès que connaît la région en matière d'intégration, le commerce en Amérique centrale et les exportations continuent de croître à un taux de 25% par année<sup>2</sup> ce qui fera dire à *The Economist* en juin 1997 : "Central America is intergrating faster and further than ever before"<sup>3</sup>. Les États-Unis sont le principal partenaire commercial actuel des pays du MCCA. Le commerce avec le reste de l'Amérique latine ne représente qu'une infime partie de leur commerce extérieur à l'exception du Mexique.

- **Antécédents historiques de l'intégration régionale**

Les quatre pays que sont aujourd'hui le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua relevaient de la capitainerie générale du Guatemala, dont elles constituaient les différentes provinces. Devenu indépendant le 21 septembre 1821, le Guatemala cherchera à s'aligner sur le Mexique qui, lui-même avait fait ses propositions d'indépendance à l'Espagne le 24 février. Le 24 juin 1823, les quatre pays ainsi que le Salvador se regrouperont pour constituer le 1<sup>er</sup> juillet 1823 la Confédération des Provinces unies d'Amérique centrale. Celle-ci finira par éclater en 1838 et chacun des États membres redeviendra indépendant. D'autres tentatives de regroupement eurent lieu par la suite, la plus importante étant celle qui entoura la signature à Washington en 1907 d'une convention qui visait à recréer une nouvelle confédération et à instaurer une cour de justice. Les guerres incessantes, la politique étatsunienne dans la région ainsi que le poids des

---

<sup>1</sup> Selon les chiffres de la BID. *Integración y Comercio en América*. août et décembre 1998.

Voir el Guía de la Integración de la SELA <http://www.lanic.utexas.edu/project/sela/libro/mcca.htm>

<sup>2</sup> Selon les chiffres du Inter-American Dialogue, *Central America : Current Trends and Recommendations for U.S. Policy*, 1997, <http://www.iadialog.org/testimony.html>

<sup>3</sup> *The Economist*, 21 issue, June 1997.

oligarchies locales et des firmes étrangères installées dans les différents pays empêcheront à toutes fins pratiques ce projet de se concrétiser.

Historiquement soumise au poids des oligarchies locales et à la domination économique et politique des États-Unis, l'Amérique centrale a aussi toujours souffert d'un autre handicap majeur, à savoir d'être morcelée et divisée en États qui ne présentent ni le territoire ni la population suffisante pour exploiter de manière autonome tout leur potentiel économique. Par contre, si les nombreuses tentatives pour réaliser l'unité politique et économique de la région ont toujours avorté, les pays qui la composent ont malgré tout conservé le sentiment de composer un ensemble spécifique à l'intérieur de l'Amérique latine. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si ce fut dans cette région que, sous l'influence en particulier de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), créée en 1948, l'on assista aux premières tentatives visant à favoriser la coopération et l'intégration régionale.

- **Le Marché commun centraméricain**

En Amérique centrale, le processus d'intégration économique débuta avec une vague de signature de traités de libre-échange bilatéraux entre le Guatemala, le Honduras le Salvador, le Nicaragua et le Costa Rica qui s'étala de 1950 et 1956. À la fin de cette période de négociation bilatérale, chaque pays faisait partie d'au moins un traité impliquant le libre-échange de certains produits. Cette tendance vers l'intégration régionale fut davantage renforcée par la création en 1951 de l'Organisation des États de l'Amérique centrale (Organización de Estados Centroamericanos : ODECA), une organisation politique. En plus de ce mouvement de coopération bilatérale, un mouvement de coopération multilatérale pris forme sous les auspices de la CEPAL qui en août 1952 commença à patronner les réunions du Comité de coopération économique dont faisait parti les ministres des affaires économiques de chacune des cinq Républiques centraméricaines. À l'époque, trois traités importants d'intégration économique furent signés. Mais plus le processus d'intégration promu par la CEPAL avançait, plus les États-Unis s'y opposaient. Graduellement la vision étatsunienne gagna du terrain et c'est ainsi que les pays futurs membres du marché commun centraméricain adhèrent au plan d'intégration proposé par les États-Unis en échange de leur soutien financier aux institutions du futur marché et de leur assistance économique à l'Amérique centrale. Ils signèrent le Traité général d'intégration économique, en rupture avec la CEPAL. Voyons d'un peu plus près le déroulement des évènements.

Signée le 14 octobre 1951 et entrée en vigueur le 14 décembre, la Charte de San Salvador devait marquer une nouvelle étape dans le rapprochement entre le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador. La Charte s'inspirait directement de la Charte qui avait été signée à Bogota le 30 avril 1948 lors de la neuvième conférence panaméricaine. Cette Charte constitue, comme nous l'avons vu plus haut, l'acte de naissance de l'Organisation des États américains (O. E. A.). Il faut noter qu'une nouvelle convention sera signée entre les cinq pays d'Amérique centrale le 12 décembre 1962. Cette Charte devait doter l'Organisation des États de l'Amérique centrale (ODECA) de nouvelles institutions, notamment d'une cour de justice, comme cela avait été le cas entre 1907 et 1917. Elle devait aussi marquer un changement d'attitude de la part des pays d'Amérique centrale, sur le plan économique en particulier.

Il faut en effet rappeler que lorsque fut signée la Charte de Bogota, les pays de la région attachaient déjà une très grande importance aux questions économiques et ils attendaient notamment des États-Unis qu'ils ouvrent davantage leurs marchés à leurs produits et qu'ils les aident de manière concrète à développer leurs économies. Un projet de Charte économique panaméricaine avait d'ailleurs été élaborée lors de la conférence de Bogota de 1948, mais ce projet était resté lettre morte. Le seul résultat concret fut l'adoption par les États-Unis en janvier 1949 d'un programme d'assistance technique, programme qui répondait d'ailleurs moins à des préoccupations d'ordre économique qu'à celle plus immédiate de contrer l'influence potentielle des idéologies communistes dans une région où les inégalités sociales et l'instabilité politique ont toujours été très grandes. Quoi qu'il en soit, il faudra attendre la conférence économique interaméricaine qui allait se tenir à Buenos Aires du 22 août au 3 septembre 1957 sous les auspices de l'OEA pour que les questions économiques soient de nouveau abordées. À cette occasion, deux propositions furent amenées par la Commission permanente de l'OEA. La première de ces propositions était la signature d'une Convention économique générale ; la seconde, la mise sur pied d'un Fonds de développement économique. Devant l'opposition des États-Unis, la proposition de Convention, qui devait jeter les bases d'une nouvelle solidarité économique dans les Amériques, fut à toutes fins pratiques abandonnée et remplacée par une "déclaration économique" dite de Buenos Aires, trop générale pour être opérante. Quant à la seconde proposition, elle n'eut guère plus de succès.

Devant le peu de résultats concrets et le peu d'intérêt porté par les États-Unis aux problèmes de l'Amérique latine, cette région ayant perdu pour ces derniers son caractère stratégique au profit de l'Europe, les pays membres de l'ODECA, fortement impressionnés par l'expérience européenne, allaient, par l'entremise du Conseil économique de l'Organisation, s'orienter dans la voie de l'intégration économique. Une première étape dans ce sens sera franchie avec la signature, le 10 juin 1958 à Tegucigalpa (Honduras), d'un traité de libre-échange et d'intégration économique, avec pour perspective la formation d'une union douanière. Une deuxième étape sera franchie avec la signature, le 15 décembre 1960, à Managua (Nicaragua), du Traité général d'intégration économique (ou Traité de Managua). Ce Traité, signé par le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua devait donner naissance au Marché commun centraméricain (MCCA)<sup>4</sup>, permettre l'organisation d'un développement industriel intégré et jeter les bases d'une infrastructure devant faciliter l'intégration et le développement industriel de la région. Il entra en vigueur en juin 1961. Le Costa Rica y adhéra à son tour en novembre 1962.

Constitué sur le modèle de la Communauté économique européenne, ce Marché commun centraméricain est l'un des tout premiers regroupements régionaux parmi les pays en voie de développement. Il prévoyait notamment d'éliminer graduellement les tarifs douaniers et autres obstacles au commerce entre les pays signataires, de mettre en place un tarif extérieur commun ainsi qu'une politique commerciale commune et d'harmoniser les politiques industrielles et fiscales des pays membres en vue de favoriser un développement industriel équilibré à l'intérieur d'un marché intégré.

---

4. Dès 1950 se forma en Amérique centrale un réseau d'accords bilatéraux qui en 1958 s'était consolidé en une zone de libre-échange multilatéral. Le Guatemala et le Costa Rica avait déjà signé en 1955 un "traité relatif au libre-échange et à l'intégration économique". Le Guatemala avait fait de même en 1956 avec le Honduras. Ces deux traités comportaient une clause centraméricaine d'exception.

Les deux premiers objectifs furent rapidement réalisés : le tarif extérieur commun fut institué dès 1965 et la libéralisation des échanges, en dehors des cas où il s'agissait d'éviter les pertes de recettes fiscales ou les ajustements trop brutaux, fut poursuivie avec un certain succès. L'application d'un traitement préférentiel aux seuls échanges de biens produits par les États membres et les restrictions très fortes appliquées aux importations de biens de consommation non durables sont venus renforcer la protection des marchés contre la concurrence des pays tiers et soutenir un développement industriel par substitution aux importations. Une banque fut aussi créée pour financer les projets de développement : la Banque centraméricaine d'intégration économique (Banco Centroamericano de Integración Económica : BCIE). Le siège social de la banque se trouve à Tegucigalpa (Honduras). La formation du Marché commun centraméricain exigea un effort institutionnel considérable. En plus de l'instauration dans le domaine financier de la BCIE, un Conseil économique (l'instance décisionnelle suprême composée des ministres de l'économie de chaque pays membre), un Conseil exécutif et un Secrétariat général permanent (Secretaría Permanente del Tratado General de Integración Económica Centroamericana : SIECA) furent créés dans le domaine économique. Au plan monétaire, on assista à la création de la Chambre de compensation centraméricaine (Cámara Centroamericana de Compensación de Monedas) et le Conseil monétaire centraméricain (Consejo Monetario Centroamericano). En matière de commerce, on procéda à la mise en place d'une Nomenclature douanière commune (Nomenclatura Arancelaria Común : NAUCA).

Reflet de ces premiers succès, la part des exportations intra-régionales passa, entre 1960 et 1970, de 7,5 % à 26,8 % des exportations totales. Le projet de marché commun se heurta cependant rapidement à de nombreux obstacles. Tout d'abord, l'élaboration d'une politique industrielle commune, l'objectif sans doute le plus ambitieux du projet, ne fut jamais atteint. Il fut même à la source de nombreux conflits commerciaux qui finirent par semer la division au sein de l'entente. Ensuite, la région fut continuellement aux prises avec des conflits politiques : conflit frontalier entre le Honduras et le Salvador en 1969, révolution sandiniste de 1977-1979, guerre civile au Salvador et au Guatemala, déplacements massifs de population. Enfin, il faut ajouter les difficultés financières et économiques : fuites de capitaux, endettement, inflation, déséquilibres commerciaux etc. Ces différents facteurs conjugués les uns aux autres firent en sorte que la cohésion du marché commun commença à s'effriter au début des années soixante-dix et, qu'à toutes fins pratiques, le Marché commun centraméricain perdit rapidement sa raison d'être, notamment après que le Honduras s'en soit retiré en 1970.

Les données relatives au commerce intra-régional sont à cet égard significatives : tout au long des années 1970, le commerce intra-régional plafonna autour de 21,7 % des exportations totales, pour tomber brutalement durant la décennie suivante jusqu'à atteindre le niveau du début des années 1960, soit 10-11 %. [Malgré les difficultés que connaît la région durant toute la décennie des années 80 et la débâcle du projet du MCCA (le Traité expira en 1982), l'Accord de coopération du Luxembourg est signé en 1985 avec la communauté européenne et un tarif douanier uniforme pour les importations est établi].

- **Réactivation du processus d'intégration centraméricain : la Communauté économique de l'isthme centraméricain**

Les accords de paix (Esquipulas II) signés en août 1987 ainsi que les changements politiques intervenus au Nicaragua et au Salvador devaient cependant contribuer à relancer la coopération régionale. La réactivation du processus

d'intégration fut d'abord politique puis elle revêtit de plus en plus un caractère économique. Ainsi le projet du Guatemala de créer un Parlement centraméricain fut-il officiellement entériné par les pays de la région (Traité constitutif du Parlement centraméricain), à l'exception toutefois du Costa Rica. Un nouveau programme d'intégration économique a aussi été adopté en juin 1990 lors du Sommet présidentiel d'Antigua (Guatemala), le Plan d'action économique pour l'Amérique centrale (Plan de Acción Económica para Centroamérica : PAECA) (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/viii-2.html>), en vue de restructurer, fortifier et réactiver le processus d'intégration et ses organismes. Ce Plan a pour objectif la création d'une Communauté économique de l'isthme centraméricain (Comunidad Económica Centroamericana : CECA) et prévoit, entre autres, l'adoption d'un tarif extérieur commun à partir du premier janvier 1993 et l'établissement d'un nouveau système de paiement régional (Sistema Regional de Pagos) avec le soutien financier de la Communauté économique européenne afin de régler les dettes intra-régionales. En août 1992, un accord cadre de libre-échange a été signé entre les cinq pays d'Amérique centrale et le Mexique établissant les fondements pour la création d'une zone de libre-échange avec le Mexique d'ici 1996. L'inclusion de l'Amérique centrale dans un espace de libre-échange avec la Colombie et le Venezuela a aussi été envisagée dans l'engagement de Caracas en février 1993.

Le Honduras s'est joint au processus d'intégration en février 1992 avec la signature du Traité de transition multilatéral de libre-échange avec les autres Républiques centraméricaines (Transitional Multilateral Free Trade Agreement), et a créé avec le Guatemala et le Salvador le "triangle du nord", qui allait conduire à la mise en place en 1993 d'une zone de libre-échange, après que le Nicaragua se soit joint aux trois autres pour former le Groupe des quatre. Ces quatre pays devaient signer en octobre 1993 le protocole de Guatemala (protocole au Traité général d'intégration économique centraméricaine) (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/xvi-2.html>). Finalement les cinq pays d'Amérique centrale (Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua) et le Panama<sup>5</sup> signèrent ce protocole qui vient modifier le Traité général d'intégration économique de 1960 et confirmer le projet de mettre en place un tarif extérieur commun à quatre taux : 5 %, 10 %, 15 % et 20 %. Le protocole inclut également des dispositions en vue de favoriser une plus grande circulation des marchandises et des capitaux.

De loin le pays le plus actif de la région, le Costa Rica a cependant ouvert de nombreuses brèches dans ce projet d'intégration, préférant faire cavalier seul et signer des ententes commerciales séparées avec le Mexique<sup>6</sup> et les États-Unis notamment<sup>7</sup>. L'Initiative du Bassin des Caraïbes, lancée en 1982 par le président Reagan, est un autre facteur qui est venu perturber les projets d'intégration en Amérique centrale, les États-Unis incitant par là les pays à se détourner de projets excentriques pour s'engager plutôt dans des négociations commerciales privilégiées avec eux.

Néanmoins, en dépit de ces difficultés, les cinq membres du MCCA n'en continuent pas moins d'afficher leur volonté d'intégration. Ainsi, ont-ils mis en place une nouvelle organisation en février 1993 (date de son entrée en

<sup>5</sup> Au sommet de San Salvador (Salvador) de juillet 1991, les cinq pays centraméricains s'étaient accordés pour inclure le Panama dans certains aspects de la nouvelle Communauté économique.

<sup>6</sup> L'entente est entrée en vigueur le premier janvier 1995.

<sup>7</sup> Le Costa Rica devait augmenter ses tarifs douaniers et imposer une surcharge de 8 % sur les tarifs existants en 1995 pour régler ses problèmes fiscaux.

fonction), le Sistema de Integración Centroamericana (SICA) (<http://www.sicanet.org.sv/>) créé en 1991 par le protocole de Tegucigalpa à la Charte de l'Organisation des États centraméricains (ODECA) (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/xi-1.html>). Ce protocole vint établir les fondations d'une nouvelle Charte régionale d'intégration et de coopération plus moderne et fonctionnelle que son prédécesseur (i.e. la Charte de l'ODECA) et modifier de nombreuses institutions du MCCA en les incorporant au SICA. Ainsi, le SICA est la nouvelle organisation parapluie qui regroupe les organisations d'intégration économique, la Cour centraméricaine de Justice, le Parlement centraméricain (PARLACEN) et le Comité consultatif multisectoriel. Elle chapeaute aussi les réunions présidentielles. Elle est composée des pays membres du MCCA et du Panama, et compte comme pays observateurs le Belize et la République Dominicaine. Elle a comme tâche, entre autres choses, d'exécuter et de coordonner les mandats des sommets présidentiels centraméricains et de veiller à la mise en œuvre des décisions du conseil des ministres des relations extérieures. Elle fournit le cadre tant juridique qu'institutionnel de l'intégration globale de l'Amérique centrale. Sa mission est tant politique qu'économique. En mars 1995, les pays membres du SICA souscrivirent au Traité d'intégration social centraméricaine (ou Traité de San Salvador) (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/xvi-3.html>) pour y inclure l'intégration sociale. Selon ce traité, le secteur social constitue un sous-système du SICA et consiste en la promotion de meilleures opportunités et d'une meilleure qualité de vie pour tous par l'entremise d'un développement intégral, durable et équitable. En juillet 1997, une restructuration du SICA fut décidée et approuvée<sup>8</sup> (au XIX<sup>e</sup> sommet présidentiel tenu au Panama). Cette réforme institutionnelle du SICA envisage l'éventuelle adhésion du Belize et de la République Dominicaine, le renforcement du Parlement centraméricain, une réforme de la cour de Justice centraméricaine et l'unification des secrétariats en un seul secrétariat général avec un siège unique au Salvador. À cette réunion, il fut aussi question de la négociation d'un traité de libre-échange entre les pays centraméricains et le Panama (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/xix-3.html>).

De son côté, le MCCA, qui est un sous-système du SICA, est constitué du Conseil des ministres de l'intégration, du Conseil exécutif de l'intégration économique (Comité Ejecutivo de Integración Económica : CEIE) et du Secrétariat de l'intégration économique centraméricaine (Secretaría de Integración Económica Centroamericana: SIECA).

Le SICA n'est pas la seule initiative originale entreprise par les pays centraméricains. Le 12 octobre 1994, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Panama, le Salvador et le Belize ont signé un accord créant l'Alliance pour le développement soutenable (Alianza Centroamericana para el Desarrollo Sostenible : ALIDES) (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/nm-1.html>). L'Accord prévoit un plan d'action national et régional en matière d'environnement et de développement soutenable dont la portée est également économique. Selon l'ALIDES, le développement soutenable visé se définit comme suit :

---

<sup>8</sup> Voir Lineamientos para el fortalecimiento y racionalización de la institucionalidad regional



“ un proceso de cambio progresivo en la calidad de vida del ser humano, que lo coloca como centro y sujeto primordial del desarrollo, por medio del crecimiento con equidad social y la transformación de los métodos de producción y de los patrones de consumo, y que se sustenta en el equilibrio ecológico y el soporte vital de la región. Este proceso implica el respeto de la diversidad étnica y cultural regional, nacional y local, así como el fortalecimiento y la plena participación ciudadana en la convivencia pacífica y en armonía con la naturaleza, sin comprometer y garantizando la calidad de vida de las generaciones futuras ”<sup>9</sup>.

Faisant suite à cette initiative, les pays de l’isthme invitèrent la communauté internationale à se joindre à eux afin de les aider dans la réalisation de leur projet de développement soutenable. Seuls les États-Unis répondirent à l’appel, devenant ainsi le premier partenaire extrarégional de l’Alliance avec la signature au Sommet des Amériques de Miami en 1994 d’un Accord conjoint Amérique centrale-États-Unis (Conjunta Centroamérica-USA : CONCUSA) (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/declara-concusa.html>). Par cet accord, les États-Unis s’engagent à soutenir l’ALIDES et à fournir de l’assistance technique afin d’améliorer la protection de l’environnement et d’assurer la bonne application des normes environnementales dans l’isthme via, par exemple, les programmes de l’USAID ou de la BID. Pour assurer la réalisation des engagements de cet accord, un plan d’action fut mis sur pied et adopté par les deux parties.

Les deux sommets biannuels qui furent tenus en 1995, San Salvador (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/xvi-html>) et San Pedro Sula (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/xvii-4.html>), ainsi que le sommet extraordinaire tenu à Costa del Sol (Salvador) (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/co.costadelsol.html>) ont servi de cadre de réévaluation des réalisations et des capacités institutionnelles de l’ALIDES. Ainsi, à la suite du sommet de San Salvador (Salvador), la décision fut prise d’accélérer la modernisation de ses agences et de ses organes, d’accorder davantage de place aux questions sociales et d’investir dans le “capital humain”, d’où la signature du Traité d’intégration sociale centraméricaine (ou Traité de San Salvador). Le sommet de San Pedro Sula (Honduras) marqua, quant à lui, la deuxième phase de l’ALIDES et en rétablit les priorités (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/xvii-5.html>). L’année 1995 fut, par ailleurs, l’année de l’entrée à l’OMC des membres du MCCA.

Étant donné l’érosion des préférences de l’Initiative du bassin des Caraïbes, la proposition d’un accord réciproque de libre-échange entre les États-Unis et l’Amérique centrale a été faite en mars 1997, au lieu de poursuivre la voie de la négociation d’un accord de non-réciprocité rendue par ailleurs difficile en raison du blocage du Congrès. De plus la même année, le 20 mai, lors du sommet de San José (Costa Rica), les présidents d’Amérique centrale (Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador), de la République Dominicaine, des États-Unis et le premier ministre du Belize ont réaffirmé, avec la déclaration de San José (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/declara-sanjose.html>), leur engagement de Miami de travailler pour l’établissement d’une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) d’ici 2005 d’une part, leur désir d’améliorer les relations commerciales avec les États-Unis d’autre part. De là, la signature avec ces derniers de six accords d’ouverture de l’espace aérien (Open Skies Agreements)<sup>10</sup> en vue de renforcer les

<sup>9</sup> SELA, *Boletín sobre Integración de América Latina y el Caribe*, n°2 (mars 1997), <http://www.lanic.utexas.edu/project/sela/integr.2.htm#integra2anch1>

<sup>10</sup>. Ces accords ont été signés par le Président Clinton et les présidents d’Amérique centrale à l’exception du Belize et du Panama.

relations commerciales et touristiques, une première dans l'hémisphère. En plus de ces accords, les dirigeants se sont entendus pour instituer un comité ministériel conjoint sur le commerce et l'investissement (U.S.-Central America Ministerial Trade and Investment Council) afin de faire avancer le dossier de l'intégration hémisphérique. Les pays centraméricains jouent d'ailleurs un rôle constructif dans le processus de négociation de la ZLEA. Rappelons à cet égard qu'en mars 1998, le Costa Rica fut l'hôte de la quatrième conférence des ministres du Commerce extérieur des Amériques. Suite à la cinquième conférence, tenue à Toronto en novembre 1999, le Costa Rica va présider durant les prochains le groupe de négociation sur le règlement des différends, et le Guatemala, le groupe consultatif sur les économies de petite taille ([http://www.alca-ftaa.org/Alca\\_e.asp](http://www.alca-ftaa.org/Alca_e.asp)).

Parmi les autres événements importants du dossier de l'intégration économique centraméricaine, on peut noter qu'un accord de complémentarité économique a été signé le 13 septembre 1997 entre le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador et la Chine (Acuerdo de complementación económica entre las Repúblicas de Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua con la República de China) (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/rp-acuerdo.html>). Cet accord vise à renforcer les relations entre l'Amérique centrale et la Chine dans les domaines de l'économie, du commerce, de l'investissement, du transfert de technologie et du domaine financier. On cherche ainsi à jeter les bases permettant une éventuelle négociation d'un traité de libre-échange avec la Chine. En plus de cet accord avec la Chine, les pays centraméricains ont des accords spéciaux de commerce avec la Colombie, le Mexique et le Venezuela ainsi qu'avec les États-Unis et l'Union européenne.

Par ailleurs, un accord de libre échange a été signé le 16 avril 1998 entre l'Amérique centrale (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador) et la République Dominicaine (Protocole au Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador) et la République Dominicaine) (<http://www.sice.oas.org/trade/camdrep/protocol1.asp>). Cet accord prévoit "inclure tout l'univers douanier de biens" ("*incluir prácticamente todo el universo arancelario de bienes*").

Compte tenu du succès de l'accord bilatéral de libre-échange entre le Costa Rica et le Mexique, entré en vigueur le 1er janvier 1995 (<http://www.sice.oas.org/trade/Mexcr.s/mcrind.stm>), et de l'accord bilatéral de libre-échange entre le Nicaragua et le Mexique, entré en vigueur en 1997 (<http://www.sice.org/trade/menifta/indice.stm>), à partir de la troisième réunion des présidents centraméricains et du Mexique (Tuxtla III), qui a eu lieu en juillet 1998 à San Salvador (Salvador), les travaux se sont intensifiés en vue d'un accord de libre-échange entre le Mexique, les pays du triangle du Nord (Salvador, Guatemala, Honduras) et le Panama. C'est la déclaration conjointe de la IIIe Réunion de Tuxtla (<http://www.sicanet.org.sv/reuniondepresidentes/documentos/declara-tuxtla.III.html>). Un autre fait à noter est celui de la signature d'un accord de libre-échange entre les pays centraméricains et le Chili le 18 octobre 1999. En plus de ces démarches, les membres du MCCA se sont rapprochés du Marché commun du Cône Sud (MERCOSUR) avec la ratification d'un accord cadre sur le commerce et l'investissement le 18 avril 1998 (Acuerdo marco de Comercio e Inversión entre MERCOSUR y el MCCA <http://www.aladi.org>), de la communauté andine avec l'élaboration d'un accord de complémentarité économique, d'autre part. Un accord de tarifs préférentiels est actuellement en négociation entre la communauté andine et les pays dits du Triangle du Nord de l'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Salvador).

### Dates importantes

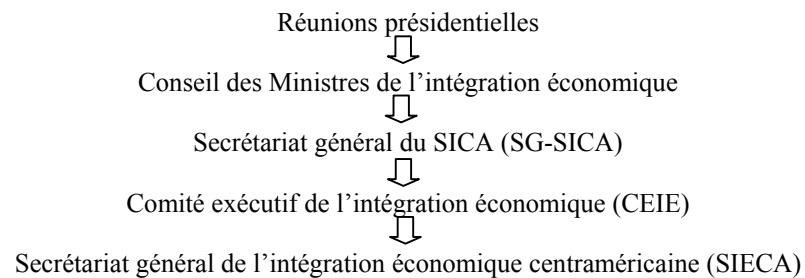
1824-1838	République centraméricaine
1907-1918	Cour centraméricaine de justice
1951	Organisation des États centraméricain (première Charte)
15 décembre 1960	Marché commun centraméricain (MCCA)
1962	Organisation des États centraméricain (deuxième Charte)
12 décembre 1991	Remplacement de l'Organisation des États centraméricain (ODECA) par le Système d'intégration centraméricain (SICA)
Février 1993	Entrée en fonction du Système d'intégration centraméricain (SICA)
12 octobre 1994	Création de l'Alliance pour le développement soutenable (ALIDES)
10 décembre 1994	Déclaration conjointe Amérique centrale-États-Unis (CONCUSA)
30 mars 1995	Traité d'intégration social centraméricaine
15 décembre 1995	Plan d'action 1996 pour la seconde phase de l'Alliance pour le développement soutenable (ALIDES)
8 mai 1997	Déclaration de San José
12 juillet 1997	Cadre de négociation d'un traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et le Panama
13 septembre 1997	Accord de complémentarité économique entre l'Amérique centrale et la Chine
16 avril 1998	Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador) et la République Dominicaine
18 octobre 1999	Accord de libre-échange avec le Chili
20 juin 2000	Traité de libre-échange entre les pays du Triangle du Nord avec le Mexique
23 avril 2001	Traité de libre-échange entre le Costa Rica et le Canada
6 mars 2002	Entente-cadre de libre-échange entre les pays de l'Amérique centrale et le Panama

## Le Marché commun centraméricain : institutions

### Instruments juridiques :

- Traité de Managua 15 décembre 1960
- Protocole de Tegucigalpa 12 décembre 1991
- Protocole de Guatemala 27 octobre 1993

### Structures institutionnelles de l'intégration centraméricaine :



### Organes complémentaires de l'intégration centraméricaine :

- Parlement centraméricain (PARLACEN)
- Cour centraméricaine de Justice (Corte Centroamericana de Justicia)
- La réunion des Présidents
- Le comité consultatif

## Sites internet utiles

- **Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE)**  
<http://www.bcie.hn/>
- **Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)**  
<http://www.eclac.cl/>
- **Secretaría General Permanente de Integración Económica Centroamericana (SIECA)**  
<http://www.sieca.org.gt/publico/menu.htm>
- **Sistema de Integración Centroamericana (SICA)**  
<http://www.sicanet.org.sv/>
  - **Pour des renseignements sur les sommets présidentiels, les traités, les accords, les protocoles, etc.**  
<http://www.sicanet.org.sv/cumbres/index.html>
- **Sistema Económico Latinoamericano (SELA)**  
<http://www.sela.org>  
<http://www.lanic.utexas.edu/~sela>
  - **Guía de la integración de América Latina y el Caribe 1999**  
<http://www.lanic.utexas.edu/project/sela/libro/default2.htm>
  - **Claves de América Latina y el Caribe**  
<http://www.lanic.utexas.edu/project/sela/docs/claves99/clavesalc.presen.htm>
- **Système d'information du commerce extérieur de l'Organisation des États américains (SICE)**
  - **Textes des Accords économiques**  
<http://www.sice.oas.org/tradee.stm>
- **Parlement centraméricain (PARLACEN)**  
<http://www.parlacen.org.gt/>
- **Coordinadora Regional de Investigaciones Económicas y Sociales (CRIES)**  
<http://nicarao.org.ni/cries>
- **Instituto Centroamericano de Estudios Políticos (INCEP)**  
<http://www.quik.guate.com/incep/>
- **Universidad Centroamericana José Simeón Cañas (Salvador)**
  - **Revue *Proceso***
  - **Estudios Centroamericanos (ECA)**  
<http://www.uca.edu.sv/>

## Pour en savoir plus ...

### Pour des informations sur le processus d'intégration centraméricain depuis ses débuts jusqu'aux années 80 consulter :

- San José (Bulmer-Thomas, Victor. *The Political Economy of Central America since 1920*. Cambridge : Cambridge University Press, 1987.
- Bulmer-Thomas, Victor. *Studies in the Economics of Central America*. New York : St-Martin's Press, 1987.
- Cline, William R. et Delgado, Enrique. *Economic Integration in Central America*. Washington : Brookings Institution, 1978.
- Rivera Urrutia, Eugenio, Sojo, Ana et López, José Roberto. *Centroamérica, política económica y crisis*. CR) : ICADIS, 1986.

### Pour des informations sur le rôle de la CEPAL et de l'AID dans la création du MCCA :

- CEPAL. *Para Entender Centroamérica : Raíces y Perspectivas de la Crisis Económica*. San José (CR) : ICADIS, 1986.
- Poitevin, René. *El Proceso de industrialización en Guatemala*. San José : Educa, 1977. P.56-70.
- Torres, Rivas *et al.* *Centroamérica hoy*. Mexico : Siglo XXI, 1975, p.123-126.

### Pour des informations plus récentes consulter :

- *Revista de la Integración y el Desarrollo de Centroamérica*, une revue biannuelle publiée par la BCIE.
- *Panorama Centroamericano* <http://www.quik.guate.com/incep/reporte.htm>, profil publié par l'Instituto Centroamericano de Estudios Políticos

### Pour des informations statistiques consulter :

Les publications de la SIECA suivantes :

- *Cuadernos de la SIECA*
- *Estadísticas Analíticas del Comercio Intracentroamericano*
- Series Estadísticas Seleccionadas de Centroamérica

### Pour se tenir à jour :

- *Latin American Newsletter (Caribbean and Central America Report)* <http://www.latinnews.com/>
- *Latin American Weekly Report*
- *Latin American Monitor*
- *Pensamiento Propio, nueva época* <http://nicarao.apc.org.ni/ppropio/index.htm>
- *Revista Envío* <http://www.uca.edu.ni/revista/envio/>

## Bibliographie

La bibliographie qui suit a été fournie par le Centre de documentation de l'**Instituto Centroamericano de Estudios Políticos (INCEP)**. L'institut peut envoyer des copies de certains documents de cette bibliographie sur demande :

Instituto Centroamericano de Estudios Políticos  
8a. Calle 0-32 Zona 9, 01009 Apartado postal 611-A  
Guatemala, Centro America

Tél. : (502)334-5214 ou (502)360-3615  
Télécopieur : (502)332-3743

Courriel: [incep@quik.guate.com](mailto:incep@quik.guate.com)  
Adresse internet: <http://www.quik.guate.com/incep>

## BIBLIOGRAFÍA SOBRE EL MERCADO COMÚN CENTROAMERICANO

### Centro de Documentación INCEP

D00088.00

Integración económica centroamericana. Guatemala: INCEP, noviembre 1987. 162 p. Seminario regional Integración económica centroamericana. Guatemala. 6-10 junio 1987.

L330.728/D352

Delgado, Enrique. Evolución del Mercado Común Centroamericano y desarrollo equilibrado. San José: EDUCA, SIECA, ECID, 1981. 232 p. ISBN: 84-8360-226-1

L330.728/M332

Mariscal, Nicolas. Integración económica y poder político en Centroamérica; intentos de reestructuración de 1969 a 1981. San Salvador: UCA Editores, 1983. 338 p. (Colección Estructuras y Procesos)n. 10

D00141.00

Inforpress Centroamericana. Guatemala. Los empresarios centroamericanos ante la crisis. Guatemala: Inforpress Centroamericana, p. irreg.

D00142.00

Inforpress Centroamericana. Guatemala. El futuro del Mercado Común Centroamericano; alcances y perspectivas, después de veinte años de funcionamiento. Guatemala: Inforpress Centroamericana, mayo 1983. 129 p.

L330.9728/C127

Caceres, Luis René. Integración económica y subdesarrollo en Centroamérica. México .F.: Fondo de Cultura Económica, 1980. 256 p. ISBN: 968-16-0606-X

L330.9728/C733

Comisión Internacional para la Recuperación y el Desarrollo. Grupo Especial de Estudios. Recuperación y desarrollo de Centroamérica. San José: Duke University, 1989. 460 p.

L338.98/D294

La decisión: aportes para la integración latinoamericana. 1.ed., Caracas: IFEDDEC, 1987. 512 p. Seminario internacional procesos de integración de América latina y el Caribe: balance y perspectivas. Caracas. Noviembre 1986. ISBN: 980-6102-19-3

L338.9728/G934

Guerra Borges, Alfredo. Desarrollo e integración en Centroamérica: del pasado a la perspectivas. 1.ed., México D.F.: Ediciones de Cultura Popular, CRIES, UNAM, 1988. 174 p. ISBN: 968-837-870-4

L338.9728/C397

Aguilera Peralta, Gabriel. Integración y proyecto de clase en Centroamérica. Pp. 123-136 En: Centroamérica: condiciones para su integración. San José: FLACSO, 1982. 166 p, ISBN: 84-89401-03-9

L338.9728/W395

Weeks, John; Guerra Borges, Aldredo; Bulmer Thomas, Victor; Fuentes K., Juan Alberto; Caballeros, Rómulo; FitzGerald, E.V.K.; Croes, Luis Ren,; Irvin, George. Centroamérica: el futuro de la integración económica. 1.ed, San José: Editorial DEI, 1990. 232 p. ISBN: 9977-83-017-7

L330.9728/B933

Bulmer Thomas, Víctor. La economía política de Centroamérica desde 1920. 1.ed., San José: BCIE, 1989. 480 p. Centro América: deuda externa y cooperación internacional. Guatemala: INCEP. Panorama Centroamericano Temas y Documentos de Debate. n. 15-16. mayo 1988.



Centro América: el reto del desarrollo y la integración; documentos de la Cumbre Económica Presidencial de Antigua Guatemala. Guatemala: INCEP. Panorama Centroamericano Temas y Documentos de Debate. n. 29. septiembre 1990.

D00297.00

Menjivar, Rafael; Ossa, Alvaro de la. Relaciones comerciales CEE/Centroamérica. 1.ed., San José: FLACSO, 1991. 126 p. (Cuadernos de Ciencias Sociales. n. 39)

D00312.00

Gorostiaga, Xabier. Los dilemas económicos de Centro Am,rica 1990. 1.ed., Managua: CRIES, 1988. 28 p. Congreso centroamericano de sociología. Estado, democratización y desarrollo en Centroamérica y Panamá . 8. Guatemala. 101-5 octubre 1988.

D00374.00

Castillo, Fabio; Soto, Oriel. Propuesta: declaración de zona de paz y cooperación en Centroamérica y El Caribe. 1.ed., Heredia: Universidad para la paz, Universidad Nacional, 1990. 154 p.

D00423.00

Guerra Borges, Alfredo. Hechos, experiencias y opciones de la integración económica centroamericana. 1.ed., San José: FLACSO, julio 1987. 66 p.

L972.8/C397

Arancibia Córdova, Juan. Honduras: del enclave a la ocupación. pp. 155-207. En: Centroamérica: una historia sin retoque. México: Instituto de Investigaciones Económicas, UNAM, 1987. 298 p.

L330.9728/L789

Lizano Fait, Eduardo. Tres ensayos sobre Centroamérica. 1.ed., San Jos,,: FLACSO, 1990. 232 p. ISBN: 9977-68-016-7

D00467.00

El Salvador: retos para el empresario. San Salvador: AMPES, abril 1989. 17 p. Seminario regional el desarrollo de Centro América, compromiso y oportunidad para el empresario. San José. 13-16 de abril 1989.

D00153.00

Fuentes K., Juan Alberto. La integración económica centroamericana: nuevas perspectivas a partir de la turbulencia. Miami: Latin American and Caribbean Center. Florida International University, marzo 1986. 42 p.

D01222.00

CEPAL. Centroamérica: el camino de los noventa. 1. ed., México: CEPAL, 1993. 130 p. Seminario sobre situación y perspectivas económicas de Centroamérica. Guatemala. 22-23 febrero 1993.

Willmore, Larry. Políticas industriales en Centroamérica. Santiago de Chile: CEPAL. Revista de la CEPAL, n. 48, diciembre 1992. Pp. 101-112.

Entre el ajuste y la integración. Guatemala: INCEP. Panorama Centroamericano Reporte Político, n. 87, octubre 1993.

D00643.00

Caballeros Otero, Rómulo. El proceso de integración en el desarrollo de Centroamérica. Guatemala: CEPAL, 1993. 15 p. Seminario hacia un desarrollo sustentable y equitativo en Centroamérica. Guatemala. 13-15 enero 1993.

D00697.00

“Una nueva etapa en la integración centroamericana?: la dimensión institucional. Madrid: IRELA, noviembre 1988. 44 p.

D00719.00

Quinteros de Aguilera, Laura. La integración económica centroamericana: desde sus inicios 1950 hasta la firma del Protocolo de Guatemala. Guatemala: SIECA,1993. 23 p.

D00728.00

SIECA. Evolución económica de los países centroamericanos durante 1993, y perspectivas para 1994. Guatemala: enero 1994. 36 p.

D00864.00

CEPAL. Centroamérica: evolución de la integración económica durante 1993. México: CEPAL, agosto 1994. 39 p.  
D01003.00

Bulmer Thomas, Victor; Cerdas, Rodolfo; Gallardo, Eugenia; Seligson, Mitchell A. Integración de Centroamérica; informe a la Comisión de la Comunidad Europea. Miami: University of Miami, Instituto de Investigación sobre la Comunidad Europea, 1992. 64 p.

D01021.00

FLACSO. Perfil estadístico centroamericano. Costa Rica: FLACSO, 1992. 52 p.

D01138.00

García, Rigoberto. Integración o desintegración: el Mercado Común Centroamericano. 1.ed., Estocolmo: LAIS, junio 1988. 22 p.

D01149.00

Ossa, Alvaro De la. El sistema de la integración centroamericana: crítica de la visión oficial. 1.ed., Costa Rica: Fundación Friedrich Ebert, 1994. 174 p.

L338.91/G643

González Oldekop, Florencia; Reza, Florencia. Tendencias actuales en las relaciones de la Unión Europea y América Latina. 1.ed., Chile: CELARE, 1995. 80 p. ISBN: 956-7497-028

L972.8/P438

Pérez Brignoli, Héctor. Breve historia de Centroamérica. 3.ed., España: Editorial Alianza, 1988. 205 p. ISBN: 84-206-4207-X

D01237.00

Arias Calderón, Ricardo. Logros y retos de la integración centroamericana. Panamá : marzo 1996. 6 p.

D01320.00

ASIES. Guatemala y el proceso de integración económica centroamericana. Guatemala: ASIES, septiembre 1995. 23 p. Compartiendo costos y beneficios para la paz.

D01384.00

Arriola Palomares, Joaquín; Aguilar Guillón, José Víctor. El movimiento sindical ante la integración centroamericana: de la frágil participación a la propuesta de Tratado de Integración Social. 1.ed., Costa Rica: Fundación Friedrich Ebert, junio 1995. 222 p.

D01385.00

Guerra Borges, Alfredo. La integración centroamericana: reestructuración y nuevos esquemas. 1.ed., Costa Rica: Fundación Friedrich Ebert, 1993. 80 p.

L972.8/H564

Herrarte González Alberto. La Unión de Centro América: ensayo político social sobre la realidad de Centroamérica. 2.ed., Guatemala: Ministerio de Educación de Guatemala, 1964. 428 p.

D01411.00

SIECA. La integración centroamericana: algunos principios y conceptos. Guatemala: SIECA, 1993. 17 p.

D01412.00

Chamorro Marín, Edgar J.; Najera, Rubén E. Orígenes, evolución y perspectivas de la integración centroamericana. Guatemala: julio 1996. 80 p.

D01609.00

SIECA. La nueva estrategia regional del Mercado Común Centroamericano. Guatemala: SIECA, septiembre 1996. 11 p.

D01691.00

FUNPADEM, CREI. Política comercial e integración económica en Centroamérica. Costa Rica: 1997. 276 P.

D01693.00

CEPAL. Istmo centroamericano: series históricas macroeconómicas. México: CEPAL, 18 junio 1996. 221 p.

D01714.00

CEPAL. La integración hemisférica: el grado de preparación en el istmo centroamericano y la República Dominicana. México: CEPAL, 31 julio 1996. 205 p.

D01717.00

CEPAL. Centroamérica: evolución de la integración económica durante 1996. México: CEPAL, 3 marzo 1997. 40 p.

D01838.0

CEPAL. El potencial de cooperación económica entre Perú y los países centroamericanos; algunas ideas preliminares. México: CEPAL, 30 mayo 1997. 54 p.

D01914.00

Caldentey del Pozo, Pedro. El desarrollo económico de Centroamérica en el marco de la integración regional. Córdoba, España: Universidad de Córdoba, abril 1997. 595 p.

Willmore, arry. Políticas de promoción de exportaciones en Centroamérica. Chile: CEPAL. Revista de la CEPAL, n. 62, agosto 1997. Pp. 169-185.

L320.9728/H564

Herrarte González, Alberto. Federación: alternativa a la crisis centroamericana. 1.ed., Costa Rica: Asociación Libro Libre, 1989. 172 p.

D02068.00

CEPAL. Series macroeconómicas del istmo centroamericano 1950-1996. México: diciembre 1997. 446 p.

D02072.00

Zuleta, Antonio; Rivas Najarro, Juan Carlos. El Salvador 1998: situación económica. El Salvador: FUSADES, s.f.. 38 p.

D02081.00

CEPAL. Centroamérica: evolución económica durante 1997. México: julio 1998. 63 p.

L330.98/C733

CEPAL. Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe. diciembre 1996. 225 p.

### **Annexe statistique**

Tableau 1 : Indicateurs socioéconomiques

Graphique 1 : PIB, 1970-1998

Graphique 2 : PIB par habitant, 1970-1998

Graphique 3 : Dette extérieure totale, en pourcentage du PIB, 1989, 1997, 1998

Graphique 4 : Service de la dette, en pourcentage des exportations, 1989, 1997, 1998

Graphique 5 : Commerce intrarégional, exportations, 1998

Tableau 2 : Trois principaux partenaires commerciaux, 1998

<b>Indicateurs</b>	<b>MCCA</b>	<b>Costa Rica</b>	<b>El Salvador</b>	<b>Guatemala</b>	<b>Honduras</b>	<b>Nicaragua</b>
<b>socioéconomiques</b>						
Superficie (Km <sup>2</sup> )	1998	50 900	20 935	108,889	112 088	118 358
<b>Population (milliers)</b>	1998	3 841	6 032	10 801	6 147	4 807
moins de 15 ans (%)	1998	33,3	36,2	44,2	42,6	43,6
60 ans et plus (%)	1998	7,2	7,1	5,3	5,0	4,6
Taux de croissance annuel moyen (%)	1989-1998	2,6	1,8	2,4	2,6	2,6
Population rurale (%)	1998	52,2	50,1	54,7	50,2	30,7
Densité (nombre d'habitants au Km <sup>2</sup> )	1998	75,5	288,1	99,2	54,8	40,6
<b>Indicateurs sociaux</b>						
Mortalité infantile (taux par 1000 naissances)	1997	12,0	32,0	43,0	36,0	43,0
Espérance de vie (années)	1997	76,5	69,4	64,2	69,4	68,1
Coefficient de Gini (distribution des revenus, %)	1989	0,46	0,50	0,59	0,59	n.d.
Salaire minimum réel (1990 = 100)	1994	112,9 <sup>4</sup>	99,9	158,5 <sup>1</sup>	102,9	n.d.
Taux de scolarisation-secondaire	1996	47,1	32,3 <sup>1</sup>	24,8	32,1 <sup>1</sup>	46,6 <sup>1</sup>
Nombre d'années de scolarité (Population âgée de plus de 25 ans)	1995	6,0	4,1	3,2	4,3	3,8
<b>Indicateurs économiques</b>						
PIB par habitant (taux de croissance annuel moyen)	1989-1998	1,2	2,5	1,4	,4	-0,9
PIB (taux de croissance annuel moyen)	1989-1998	4,1	4,6	4,1	3,4	1,9
Agriculture	1989-1998	3,4	1,2	3,0	3,0	4,4
Industrie	1989-1998	4,0	4,9	4,0	4,1	2,1
Services	1989-1998	4,5	5,3	4,6	3,5	0,4
Formation brute de capital fixe (% du PIB)	1998	27,2	16,6	16,0	29,6	34,6
Épargne domestique brute (% du PIB)	1998	26,8	4,0	7,7	23,6	-7,6
Indice des prix à la consommation (Glissement sur douze mois)	mars-99	10,7	2,6 <sup>2</sup>	5,1 <sup>2</sup>	-43,4	10,0
Solde budgétaire du gouvernement central (% du PIB)	1998	-1,3	-2,7	-2,2	0,3	1,1
<b>Comptes extérieurs</b>						
Taux de change <sup>3</sup>	août-99	289,6	8,8	7,7	14,3	11,9
Balance des Paiements courants (Millions de \$US)	1998	-460,4	-84,5	-1 031,8	-156,4	-599,4
Balance commerciale (Millions de \$US)	1998	-245,2	-1 267,0	-1 716,8	-334,9	-804,2
Solde de la balance des paiements courants (% du PIB)	1998	-4,4	-0,7	6,7	5,8	-28,2
Dette extérieure totale (Millions de \$US)	1997	3 520,5	3 380,3	4 220,4 <sup>4</sup>	4 640,4	5 110,4
Ratio de la dette (% du PIB)	1997	36,2	29,3	22,3 <sup>4</sup>	98,3	252,6
Ratio du service de la dette (% des exportations)	1997	10,2	10,3	9,2 <sup>4</sup>	23,2	42,0

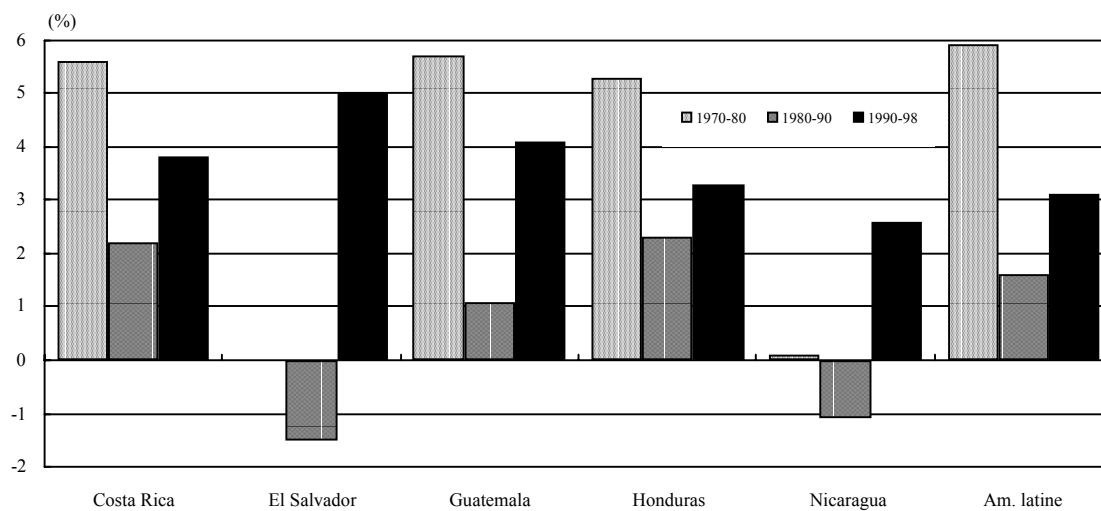
Sources : BID, Statistics and Quantitative Analysis Unit, 18 octobre 1999

Notes : 1 : 1995 ; 2 : février 1999 ; 3 : Costa Rica Colones/\$US ; El Salvador : Colones/\$US ; Guatemala : Quetzales/\$US ; Honduras : Lempiras/\$US ;

Nicaragua : Gold Cordobas/\$US ; 4 : 1998

## Graphique 1 : PIB

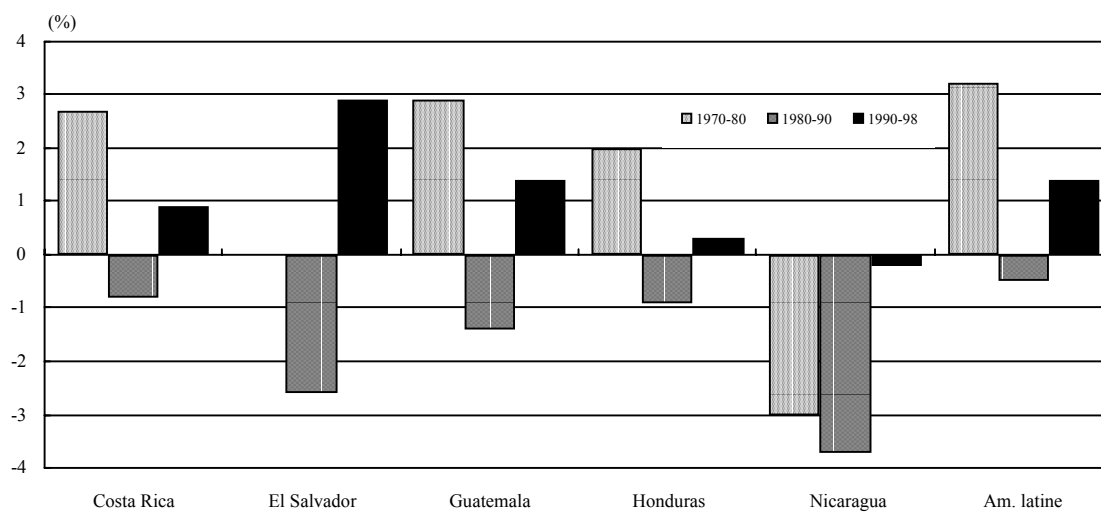
Taux de croissance annuels moyens, 1970-1998, US\$ 1994



Source : BID, Statistics and Quantitative Analysis Unit, octobre 1999

## Graphique 2 : PIB par habitant

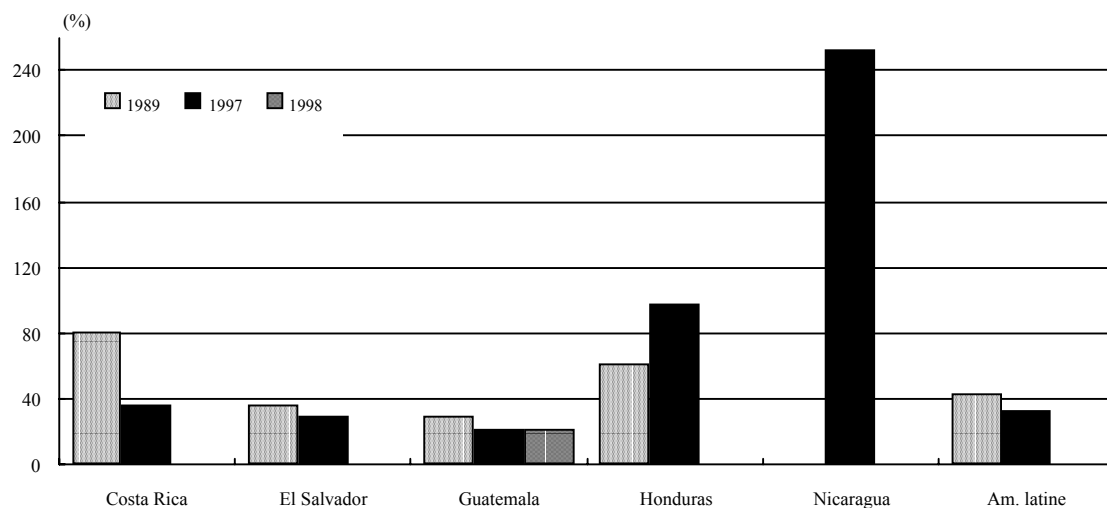
Taux de croissance annuels moyens, 1970-1998, US\$ 1994



Source : BID, Statistics and Quantitative Analysis Unit, octobre 1999

**Graphique 3: Dette extérieure totale**

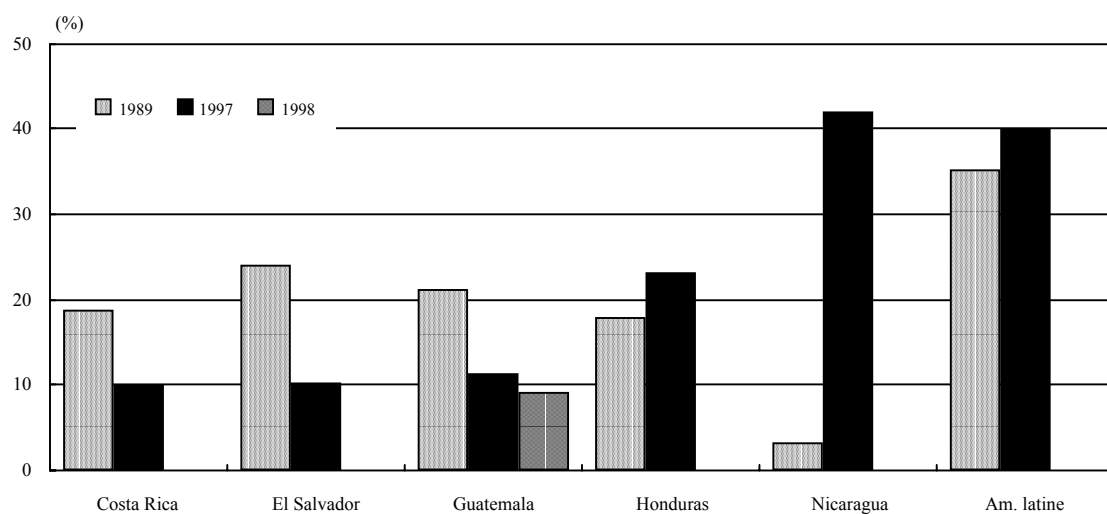
en pourcentage du PIB, 1989, 1997, 1998.



Source : BID, Statistics and Quantitative Analysis Unit, octobre 1999

**Graphique 4 : Service de la dette**

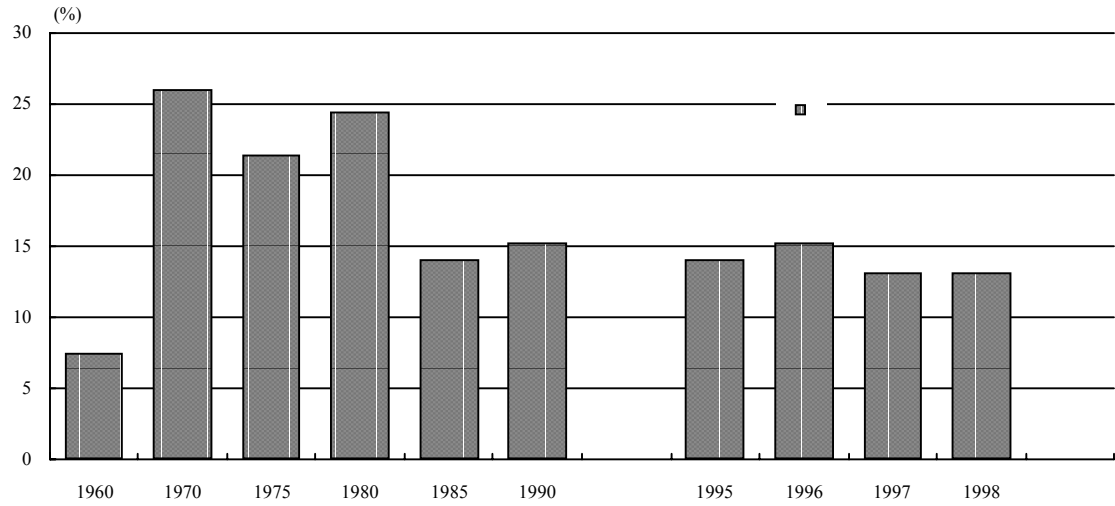
en pourcentage des exportations de biens et services, 1989, 1997, 1998.



Source : BID, Statistics and Quantitative Analysis Unit, octobre 1999

**Graphique 5 : Commerce intrarégional**

en pourcentage des exportations totales, 1970-1998.



Source : IMF, Direction of Trade Statistics, octobre 1999



**Tableau 2** : Trois principaux partenaires commerciaux,  
en % des exportations et des importations totales, 1998

Exportations		Importations	
<b>Costa Rica</b>			
États-Unis	48,4	États-Unis	50,4
Roy.-Uni	4	Japon	6,2
Allemagne	3,9	Mexique	5,2
<b>El Salvador</b>			
États-Unis	56,3	États-Unis	44,5
Guatemala	9,6	Guatemala	9,4
Allemagne	6,3	Mexique	6,5
<b>Guatemala</b>			
États-Unis	51,4	États-Unis	42,8
El Salvador	8,7	Mexique	9,9
Honduras	5	Japon	4,8
<b>Honduras</b>			
États-Unis	72,6	États-Unis	59,6
Japon	4	Guatemala	5
Allemagne	3,7	Japon	3,4
<b>Nicaragua</b>			
États-Unis	55,6	États-Unis	26,4
El Salvador	8	Costa Rica	11,2
Allemagne	7,8	Venezuela	9,4

Source : IMF, Direction of Trade Statistics, octobre 1999